

Le « socialisme réellement existant » était-il historiquement nécessaire ?

(A propos de « l'Alternative » de Rudolf Bahro)

Si l'on croyait les autorités de la DDR, la condamnation de Rudolf Bahro à huit ans de travaux forcés ne concernerait pas son livre — dont la publication n'est pas autorisée dans cet Etat — mais des activités d'espionnage. Le livre qui a certainement demandé bien du temps pour être pensé et écrit ne serait donc qu'une activité de diversion, une façon jusqu'alors inconnue pour des espions de dissimuler leur activité essentielle en consacrant de longues heures, et d'énormes efforts de réflexion dans les domaines de la sociologie, de l'histoire, de l'économie, de la politique. La lourde condamnation de Bahro montre en réalité combien les autorités de la DDR craignent le réquisitoire que constitue *Die Alternative* et, surtout, le programme qui s'y trouve préconisé d'une « révolution culturelle » contre le « socialisme réellement existant », c'est-à-dire contre les privilégiés de ce prétendu socialisme. Car, selon nous, la partie la plus essentielle de ce livre est celle qui concerne le programme, les mesures à prendre pour passer du « socialisme réellement existant » à la construction d'une société réellement socialiste.

La description et l'analyse que fait Bahro des sociétés du « socialisme réellement existant » sont généralement plus minutieuses, plus approfondies que celles qu'on peut lire chez d'autres auteurs qui se sont surtout attachés à souligner les iniquités, les contraintes policières et autres, le faux langage, etc. ; cependant il apporte peu de choses qu'on ne sache déjà.

Par contre, en partant de cette analyse, il aboutit à un programme où il ne renie pas Marx et le socialisme, mais au contraire renoue avec ce qu'il y a de plus profond dans Marx. Un programme — et ceci doit être particulièrement souligné — qui n'est en aucune façon un programme de réformes acceptables par les courants les plus « progressistes », les plus éclairés, de la bureaucratie. Car il y a désormais des différenciations politiques dans la bureaucratie, jusque dans ses sommets les plus élevés.

Il y a un vieux communiste d'un pays de l'Europe de l'Est, toujours communiste mais qui n'est plus membre du parti, me disait en substance : « Il existe dans chaque comité central, y compris en Union soviétique, des Dubcek en potentiel, parce qu'on ne peut plus diriger ces pays comme on l'a fait jusqu'alors ; nombreux sont ceux qui le voient mais ils n'osent affronter leurs propres pensées ou ne savent que faire. Le changement n'a pas réussi en Tchécoslovaquie ; mais cela se reproduira et un jour, quelque part, cela réussira. C'est à ce moment-là que tous les vrais problèmes se poseront et que des programmes différents naîtront. »

Alors les uns voudront s'en tenir à quelques réformes pour que la machine étatique tourne un peu mieux ou un peu moins mal ; d'autres voudront aller plus loin, beaucoup plus loin, en direction du socialisme. C'est dans ce sens qu'est conçu le programme élaboré par Bahro. Nous n'entendons pas en discuter les détails ; il nécessitera certainement des rectifications, des mises au point, des compléments que l'expérience fera connaître. N'oublions pas que le livre de Bahro est le livre d'un homme seul, disposant certainement d'une documentation insuffisante en raison des conditions en DDR. Il est vraisemblable que Bahro a eu des discussions avec des amis, des compagnons de travail et, en ce sens, son livre reflète avec beaucoup de relief des sentiments, des tendances répandus en DDR ; mais c'est seul que Bahro a dû procéder, pour ne pas courir le risque d'être arrêté avant d'avoir achevé son livre, aux généralisations, aux théorisations qui montrent sa puissance de penseur.

Bahro ne se contente pas de soulever des questions comme la suppression des privilèges, des nombreux avantages que se sont accordés les bureaucrates, ainsi qu'à leurs familles, en ce qui concerne notamment les facilités assurées à leur progéniture pour l'avenir. Il ne pose pas seulement la question des droits démocratiques qui font défaut et aussi celle de la suppression du travail aux pièces, revendication pour laquelle le mouvement

ouvrier a lutté des décennies durant dans le régime capitaliste. Il constate que, s'il n'y a plus de patron, de capitaliste à l'entreprise, il y subsiste des relations hiérarchiques, de supérieur à subalterne, qui n'ont pas changé par rapport à celle des entreprises capitalistes ; le travailleur est fixé à son poste de travail et ne doit pas et ne peut pas dominer son activité : il est seulement une pièce de la machine. Et c'est à cela, dit-il, qu'il faut commencer à s'attaquer pour sortir du « socialisme réellement existant ». Pour y parvenir, il met en avant un certain nombre de revendications précises. Il souligne la nécessité d'une réduction vigoureuse de la semaine de travail et une extension à tous de l'enseignement supérieur, s'appuyant entre autre sur les déclarations suivantes du physicien soviétique de renommée mondiale, Kapitza :

« Les économistes pensent que, dans l'état actuel de la productivité du travail, un tiers ou même un quart de la force de travail d'un pays peut assurer de façon suffisante toutes les nécessités vitales de la population en aliments, vêtements, logements, moyens de communication, etc. » (p. 265).

« Dans un pays économiquement bien développé, il n'y a à présent aucune raison d'ordre économique qui pourrait interdire d'accorder à toute sa jeunesse non seulement une éducation secondaire complète jusqu'à 16 ou 18 ans, mais même une éducation supérieure jusqu'à 20 ou 23 ans... L'Etat doit probablement offrir à tous les membres de la population la possibilité d'acquérir une éducation supérieure indépendamment du fait qu'ils en auront besoin ou non pour exercer une profession. » (p. 266).

Bahro précise ses positions en la matière :

« Les conditions de la liberté ne se mesurent en aucun cas en dollars ou en roubles par tête. Dans les pays développés, les êtres humains n'ont pas besoin d'une extension de leurs besoins actuels, mais de la possibilité de jouir de leur propre activité individuelle dans des actions, dans leurs relations, dans la vie concrète au sens le plus large du terme. » (p. 382).

« Abstraction faite de quelques cas difficiles relativement rares, une semaine moyenne de travail de 5 fois 6 heures par exemple ne constituerait plus, d'un point de vue purement quantitatif, une limite au développement des individus. » (p. 388).

En ce qui concerne le travail dans les entreprises, il déclare :

« La démocratie à l'intérieur de l'entreprise est quasiment impossible sans disposer d'une réserve de force de travail par rapport au plan. » (p. 395).

et il revendique :

« plusieurs individus pour chaque emploi, plusieurs emplois pour chaque individu. » (p. 399).

Dans l'orientation générale de son programme, on retrouve notamment les idées exprimées par Marx dans les *Grundrisse*, mais il ne s'agit pas d'une simple reproduction : c'est une sorte de mise à jour, compte tenu du temps qui s'est écoulé depuis Marx et des enseignements qu'on peut tirer du « socialisme réellement existant ». Un tel programme ne saurait être ignoré des marxistes révolutionnaires de la Quatrième Internationale pour enrichir leur programme de lutte en ce qui concerne les Etats ouvriers bureaucratés, et aussi leur programme de transition dans les pays capitalistes avancés où il s'agit de s'attaquer non seulement à la propriété capitaliste mais aussi, comme on le voit désormais fort bien, à toute une série de rapports sociaux (famille, éducation, environnement, etc.) — questions qui ne furent longtemps envisagées que de façon abstraite, relevant d'un futur indéfini.

Nous nous en tiendrons là sur ce sujet du programme, si ce n'est pour dire qu'il est rare de trouver un livre écrit dans des conditions aussi difficiles qui soit aussi riche d'idées. Mais ce livre contient aussi des points de vue que nous considérons faux et que nous voulons discuter. Nous laisserons de côté certaines différences qui sont plutôt d'ordre terminologique ou bien, si elles ne sont pas sans signification, qui renvoient à des divergences plus substantielles.

Par exemple, Bahro est hostile à l'expression « société de transition » et n'emploie pas l'expression « Etat ouvrier dégénéré » pour désigner ces sociétés où le capitalisme a été éliminé et où la bureaucratie règne de façon despotique. Cette différence nous paraît relativement minime. Bahro n'est, en effet, nullement proche des théories du « capitalisme d'Etat » ou d'une « nouvelle classe » quand il écrit :

« Malgré des expériences accidentelles, on ne produit pas dans les pays du socialisme réellement existant pour obtenir un quelconque profit d'Etat. Il s'agit en premier lieu de surproduit, non de plus-value. » (p. 91).

Production non de *plus-value* mais d'un surproduit social par rapport aux besoins des producteurs proprement dits. Il ne s'agit pas là de subtilités théoriques, car cet état de chose a de grandes conséquences au niveau des entreprises. Voici ce qu'en dit Bahro :

« Notre Etat – et cela est vrai aussi pour l'Union soviétique en dépit de ses dispositions législatives plus draconniennes et plus martiales – n'est pas, par sa place dans l'histoire, fondamentalement capable d'imposer la même intensité de travail que le capitalisme. En raison des prémisses de son existence et des conditions élémentaires de sa permanence dans les relations intérieures et internationales, il ne faut pas que la contradiction entre lui et les producteurs directs éclate. D'un point de vue économique-politique, les ouvriers ont, dans le socialisme réellement existant, une plus grande possibilité de faire pression sur « toute la société » que les syndicats l'ont dans le régime capitaliste. Contrairement à toute apparence première, ils l'utilisent effectivement aussi, mais ils ne peuvent le faire que d'une manière stérile, à savoir en limitant la production. » (p. 195).

Ainsi, en dépit du caractère despotique du pouvoir et en l'absence d'organisations syndicales indépendantes de l'Etat, les ouvriers ont dans le « socialisme réellement existant » plus de poids sur la société que les syndicats dans la plus démocratique des sociétés capitalistes en ce qui concerne l'intensité du travail. Ce n'est pas là une affirmation gratuite de Bahro, nombre de militants syndicaux de la RDA ont pu le constater lors de voyages en DDR. On voit combien l'omnipotence bureaucratique est de nature différente de l'implacabilité de la loi de la valeur dans la société capitaliste.

L'internationalisme de Bahro s'exprime nettement dans divers passages de son livre, notamment quand il propose de :

« ne pas mettre en vigueur la loi de la valeur dans les rapports avec les pays moins développés... La solution

doit consister dans l'échange selon des dépenses nationales égales en temps de travail. » (p. 405).

Mais son estimation des rapports internationaux, de leur développement au cours du XXe siècle, est à notre avis profondément erronée et le conduit à des conclusions également erronées. Écoutons-le :

« Il faut comprendre la tragédie soviétique. Elle réside dans le fait que le mouvement socialiste russe du début du siècle avait à remplir objectivement une autre tâche que celle qu'il se croyait appelé à accomplir. Aussi longtemps qu'il n'y avait que l'Union soviétique (avec ou sans une périphérie occidentale), on ne pouvait considérer l'amer détour de l'idée socialiste par la Russie que comme un accident européen de degré excessif. Mais, depuis qu'il existe aussi la République populaire de Chine et toujours pas de révolution prolétarienne à l'Ouest, toute la perspective sous laquelle nous avons vu jusqu'alors le passage au communisme doit être corrigée et certes pas seulement du point de vue du facteur temps. L'abolition de la propriété privée des moyens de production et l'émancipation générale du genre humain sont séparées par toute une époque. » (p. 22-23).

« Il n'y a pas eu de révolution prolétarienne en Europe et sa venue sous la forme attendue jusqu'à présent devient de plus en plus invraisemblable. La Révolution russe a été d'un tout autre type. L'essence et le caractère d'une révolution ont été déterminés seulement par le programme et l'héroïsme de l'avant-garde qui combat dans sa première étape. Les soviets de 1905 et de 1917 ont continué la Commune de Paris, mais après eux cette continuité s'est rompue. Conserver aujourd'hui l'espoir d'une révolution socialiste classique à l'Ouest doit précisément mener à un pessimisme qui est par ailleurs à peine fondé. Les révolutions en Russie, en Chine, dans les Balkans et à Cuba ont probablement contribué au progrès général non pas moins mais au contraire davantage qu'auraient pu le faire les révolutions prolétariennes espérées à l'Ouest. » (p. 81).

« Après les révolutions en Russie et en Chine, avec le processus révolutionnaire en Amérique latine, en Afrique et en Inde, l'humanité suit la voie la plus courte au socialisme... Le rôle de la classe ouvrière qui fut la troupe de

choc décisive des révolutions russes et qui a évidemment aussi une tâche à remplir en Europe occidentale doit être revu dans ce contexte. » (p. 57-58).

« La prise du pouvoir par les bolcheviks en Russie ne pouvait conduire à aucune autre structure sociale donnée que celle qui existe aujourd'hui. Plus on reconsidère les phases de l'histoire russe — ce qui nous conduirait ici trop loin, plus il devient difficile de fixer une limite devant les énormités les plus terribles et de dire : de l'autre côté commence ce qui était absolument inévitable. » (p. 85).

« D'une part, à l'Ouest la propriété privée est niée dans les structures relatives monopolistes d'Etat de telle sorte que la deuxième vague du mouvement organisé a déjà commencé la « marche au travers des institutions », se rencontrant ainsi avec la première. Il paraît toujours de plus en plus impossible de simplement détruire la machine étatique et ce non vraiment à cause de son armature. D'autre part, dans les pays du socialisme réellement existant la machine étatique a, pendant une période décisive, à jouer un rôle créateur prédominant. L'appareil de Staline a « organisé économiquement » et a « éduqué culturellement », faisant les deux dans la mesure la plus grande. » (p. 39).

Autrement dit, il n'y a pas eu de révolutions socialistes à l'Ouest, il ne pouvait pas y en avoir et il ne peut y en avoir maintenant où s'y pose la « marche au socialisme à travers les institutions ». Les pays arriérés industriellement ne pouvaient pas sortir de leur arriération sans procéder aux révolutions qui se sont produites, comme celle de la Chine. Les dirigeants de la Révolution russe croyaient faire une révolution de type considéré comme classique par les marxistes, en fait ils ont fait une révolution d'un autre type, celui qu'on a vu ultérieurement être valable pour les pays arriérés. Pour industrialiser ces pays — ce qui n'était possible essentiellement que sur leurs propres moyens — il fallait forcer les masses à travailler et, le travail n'étant pas naturel à l'homme, il fallait une bureaucratie disposant de moyens despotiques pour les y contraindre. Le « socialisme réellement existant » était donc une phase historiquement indispensable, inévitable, sur la voie du socialisme tel que le conçut Marx et qui, pour Bahro, garde toute sa validité. Marx et Lénine se sont, selon lui, trompés non sur les possibilités effectives dans leurs périodes respectives :

« Au début du XXe siècle Lénine a surestimé le degré de développement capitaliste de la Russie tout comme Marx et Engels l'avaient fait au milieu du XIXe siècle pour l'Europe occidentale. » (p. 81).

Sans sous-estimer l'importance politique de l'accord avec Bahro sur les problèmes et les tâches actuelles dans les pays du « socialisme réellement existant », on ne saurait considérer comme neutres les divergences sur l'interprétation du passé, car elles impliquent des divergences théoriques sérieuses. Une première remarque s'impose à la fin de la lecture du livre de Bahro : ce dernier ne propose rien quant au passage au socialisme dans les pays capitalistes, si ce n'est cette « marche au travers des institutions » indéfinie qui est plus ou moins aujourd'hui celle des partis euro-communistes... et des partis socialistes. Une marche de toute évidence dans une impasse pour ces derniers et qui n'aboutira nulle part ailleurs pour les partis euro-communistes. Autre remarque : Bahro prend en fait comme un point de départ figé, comme une donnée quasiment immuable, la division actuelle du monde entre les pays de capitalisme développé et les pays qui ont suivi ou qui suivront la voie du « socialisme réellement existant ». Nous sommes littéralement surpris qu'il n'ait pas mentionné dans son livre le problème de l'unification de l'Allemagne, un problème qui s'est trouvé mis au réfrigérateur depuis plus de vingt ans mais qui n'en existe pas moins et qui en sortira inévitablement un jour.

On ne peut pas dire qu'il n'y a pas eu de révolutions à l'Ouest. Il y en a eu — notamment en Allemagne et en Espagne, pour ne pas parler de la Hongrie et d'autres crises révolutionnaires ; ce qu'il n'y a pas eu, ce sont des révolutions victorieuses, encore que la révolution ait triomphé essentiellement sur ses propres forces en Yougoslavie, un pays intermédiaire entre l'Ouest et l'Est, un peu plus à l'Ouest que la Russie tsariste. L'absence de révolutions victorieuses à l'Ouest ne signifie pas qu'il dut en être inévitablement ainsi. Dans plusieurs pays, la classe ouvrière s'est engagée dans de grands combats où le pouvoir capitaliste se trouvait objectivement mis en cause ; le fait que ces combats n'aient pas toujours été poussés assez loin et qu'ils aient été défaits n'était pas inscrit comme une inévitabilité historique. Les carences ou les trahisons des directions bureaucratiques et réformistes ont joué un rôle considérable, ainsi que l'intervention contre-révolutionnaire de la direction soviétique (accords de Yalta, Téhéran, Potsdam). L'accession de la classe ouvrière

à la conscience de ses objectifs historiques ne suit pas un chemin rectiligne. Que d'échecs et de défaites avant d'avoir imposé la reconnaissance de ses syndicats et de ses partis, les droits démocratiques ou le suffrage universel ! Combien plus tourmentée s'avère être la voie qui la conduit à la conquête du pouvoir !²

Il est dangereux et faux de penser que tout ce qui s'est produit dans l'histoire était historiquement inévitable : on peut ainsi aisément passer du déterminisme historique au fatalisme. Faudrait-il penser que Hitler et Franco étaient eux aussi inévitables et, ainsi, absoudre Staline de sa politique de la « troisième période » et de sa politique du « Front populaire » ? Le rôle des directions ouvrières (partis socialistes et partis communistes) a été considérable et, dans plusieurs cas, décisif quant à l'issue des luttes de la classe ouvrière.

En fait, Bahro considère que la bureaucratie a été un facteur indispensable et même, pour une certaine période, positif. En ce qui concerne les pays de l'Europe de l'Est, la bureaucratisation se produisit du fait que ces pays se sont transformés socialement en raison de la présence des armées soviétiques. Si leur intervention en Tchécoslovaquie en août 1968 montre que cette bureaucratisation ne se maintient que par la force, l'exemple de la Yougoslavie témoigne que là où les masses travailleuses ont été l'élément principal de la libération sociale du pays et où l'Union soviétique n'a pas pu intervenir, la direction a été obligée, en dépit de l'énorme confusion politique où elle se trouvait à l'égard du Kremlin, à recourir à des formes édulcorées, bâtarde, de démocratie ouvrière. Il ne peut y avoir le moindre doute qu'une classe ouvrière qui accéderait au pouvoir en Europe occidentale irait extrêmement loin sur la voie du socialisme, comme en témoigne Mai 68 que Bahro salue avec chaleur.

La bureaucratisation de type stalinien a son origine en Union soviétique, ce que Bahro reconnaît dès les premières pages de son livre :

« Le « système socialiste mondial » et le mouvement communiste mondial sont déchirés par des contradictions internes fondamentales qui ont leurs racines principalement dans l'histoire non maîtrisée de l'Union soviétique. »
(p. 10).

Ainsi se pose la question : le pouvoir bureaucratique était-il une nécessité historique inévitable ? Bahro apporte dans cer-

taines de ses appréciations sur ce qui s'est passé en Union soviétique à partir de la révolution des points de vue qui vont à l'encontre d'une telle conception. Il reconnaît par exemple que si l'on avait suivi les propositions de l'Opposition de gauche, on n'aurait pas perdu cinq années, un retard que l'on eut à payer ultérieurement matériellement et politiquement fort cher (p. 95).

Il reconnaît aussi que les dirigeants comme Trotsky, Zinoviev, Boukharine, etc. étaient inassimilables au régime bureaucratique. Nous faut-il ajouter que, même après l'épouvantable collectivisation à outrance, le parti, déjà domestiqué par Staline, a montré des velléités d'apaisement, de libéralisation ? Pour opérer ses « purges » sanglantes, Staline a dû s'appuyer sur les éléments les plus arriérés et les plus vils de la société.

Tout cela n'était pas inévitable : ce fut l'aboutissement de luttes qui durèrent près de dix années. Ce qui pesa quant à l'issue, ce fut en premier lieu la succession de défaites de la révolution dans le monde, ce fut aussi la sous-estimation du danger bureaucratique par la majorité du parti bolchevik, y compris par la majorité de sa direction. Le développement de l'Union soviétique, en l'absence de révolution victorieuses en Europe, ne se serait certes pas produit sans de grandes difficultés économiques ; mais les difficultés avaient été également énormes durant les premières années de la révolution, ce qui n'empêcha pas les dirigeants bolchéviques de faire de leur mieux dans cette période pour associer les masses aux tâches à accomplir, aux sacrifices à consentir ; ils n'imposèrent pas un régime où toute liberté, tout droit était supprimé, même le droit à un poète ou à un peintre de s'exprimer à sa guise.

Nous sommes d'accord avec Bahro que les pays économiquement arriérés ne peuvent se libérer que par des révolutions du type de la Chine, de Cuba, etc., c'est-à-dire qu'ils ne suivront pas le chemin des pays avancés, ne connaîtront pas une période de floraison du capitalisme et, dans celui-ci, de développement relatif à la démocratie bourgeoise. Ils suivront la voie mentionnée par Trotsky sous le nom de « révolution permanente », c'est-à-dire d'une révolution dirigée par la classe ouvrière, commençant par accomplir les tâches démocratiques bourgeoises que les bourgeoisies indigènes ne peuvent résoudre, mais passant sans solution de continuité à des tâches appartenant à la révolution socialiste proprement dite.

Nous ne reprendrons pas ici toute l'histoire du problème de la Révolution russe, depuis Marx qui, en 1881, envisageait que la Russie tzariste pourrait ne pas avoir à passer par une étape

capitaliste à condition d'une victoire de la révolution socialiste en Europe, jusqu'à Lénine et Trotsky au lendemain de la révolution de 1905 qui, tout en ayant des divergences entre eux, comprirent que la révolution russe future n'aboutirait pas à un régime bourgeois de type classique en Europe. Nul — et certainement pas Bahro — ne leur reprochera de n'avoir pas prévu la bureaucratie ou, plus exactement, la forme qu'elle a prise depuis Staline. Même après 1917, Trotsky n'étendit pas sa théorie de la révolution permanente à d'autres pays coloniaux ou semi-coloniaux avant juillet 1927, au cours de la deuxième révolution chinoise. Il la généralisa alors parce que la révolution d'Octobre avait mis un terme à l'ère des révolutions bourgeoises en privant le système capitaliste de la domination sur un sixième du globe. Mais la Révolution russe devait-elle nécessairement déboucher dans le « socialisme réellement existant » de Staline ?

Avant d'aborder le problème de la bureaucratie, il faut examiner la position de Bahro sur la notion de parti. Il est partisan d'un parti communiste, différent du SED, auquel il donne le nom de *Bund der Kommunisten*. Mais sa notion de parti ouvrier, y compris pour les Etats capitalistes, n'est pas celle couramment adoptée par les marxistes. Selon lui, il n'y a pas exactement de parti qu'on pourrait appeler « parti ouvrier » :

« Les partis socialistes, et pas seulement en Russie, étaient dès le début de façon tout à fait ambivalente aussi bien des partis du prolétariat que des partis pour le prolétariat. »
(p. 181).

Ce qu'il justifie ainsi :

« Sauf des exceptions individuelles, les ouvriers n'ont jamais été marxistes dans un sens quelque peu strict. Le marxisme est une théorie qui se base sur l'existence de la classe ouvrière, mais il n'est pas la théorie de celle-ci. »
(p. 184).

Le marxisme ne serait donc qu'une conception formulée par des intellectuels sur la marche de l'humanité et ceux-ci auraient pris la classe ouvrière comme objet de l'histoire pour la réalisation de cette théorie (correcte) ; mais la classe ouvrière, sauf des exceptions individuelles, ne saurait s'élever au-dessus de la défense de ses intérêts immédiats dans la société capita-

liste. Le socialisme lui viendrait de l'extérieur et de ce fait les partis ouvriers se revendiquant du marxisme sont plutôt des partis *pour* le prolétariat que des partis *du* prolétariat. Dans *Que faire ?*, Lénine dit bien que le socialisme est apporté de l'extérieur à la classe ouvrière qui ne peut s'élever au-dessus du trade-unionisme, mais il n'allait pas aussi loin que Bahro : quelques années plus tard, il reconnaissait que c'était de sa part une outrance polémique qui n'était pas correcte. Le marxisme n'est pas né *ex nihilo* dans la tête d'aucun intellectuel, pas même dans celle de Marx. Ce dernier a montré que le capitalisme industriel encore peu développé s'étendrait au monde entier et que l'aspiration au socialisme n'était pas une illusion mais serait le résultat des luttes prolétariennes encore embryonnaires à l'époque, en tout cas limitées à quelques villes ou quelques rares régions en Europe : ce n'est pas Marx qui est allé chercher un objet pour sa théorie, ce sont les luttes ouvrières qui ont conduit Marx au marxisme. Il est vrai que le mouvement ouvrier a commencé un peu partout avec des intellectuels et des ouvriers fortement intellectualisés, mais il ne pouvait en être autrement : comment la grande majorité des travailleurs n'ayant ni l'instruction ni les loisirs nécessaires auraient-ils pu comprendre le mécanisme de la société qui les exploite ? La grande majorité des travailleurs n'y parvient que dans la lutte de classe ; les partis ouvriers de masse n'ont pas été formés par une addition d'individus ayant compris les analyses du *Capital*, mais au travers des combats de classe de tous ordres. Ajoutons aussi qu'il y a à présent des centaines de milliers, peut-être même des millions de militants ouvriers dans le monde qui ont une assez bonne connaissance du marxisme et qui sont à la pointe des luttes de leur classe pas seulement pour améliorer les conditions de travail et de vie dans la société capitaliste, mais pour renverser celle-ci.

Il est un autre point dans le livre de Bahro concernant le parti et la classe que nous devons examiner. Il écrit :

« Au-delà du capitalisme, la notion de classe ouvrière perd son sens opératoire... Tout comme la bourgeoisie, le prolétariat perd son identité socio-économique spécifique. » (p. 172-173).

De là, Bahro conclut au « parti unique », les organisations de défense des intérêts immédiats des diverses catégories ayant d'autre part leur raison d'être. Bahro défend le point de vue que

des minorités peuvent exister dans le « parti unique », y défendre leurs positions, les conserver même après avoir été battues à un congrès. Mais est-on sûr que, même dans de telles conditions, la coexistence dans un même parti de deux positions largement divergentes reste possible et, dans la négative, que peut-il rester du « parti unique » ?

Laissons cette question et revenons à ce que Bahro dit de la classe ouvrière dans le « socialisme réellement existant ». Il est certain que, dans la période de transition au socialisme, la classe ouvrière elle-même se transformera et fera place à une association de producteurs libres et égaux entre eux. Nous ne possédons pas la connaissance du « socialisme réellement existant » de Bahro, mais nous sommes incapables à la lecture de *Die Alternative* et de ce qui s'y trouve sur les rapports dans les entreprises de discerner l'existence actuelle d'une réelle tendance à une telle transformation de la classe ouvrière. Les différences sociales sont énormes entre les travailleurs et les appareils de l'Etat du parti. Ces différences sont suffisamment grandes pour justifier non seulement l'existence de syndicats indépendants de ces appareils défendant les intérêts immédiats des travailleurs, mais aussi d'un parti politique de ces travailleurs luttant pour aboutir à ce « socialisme réellement existant » et réaliser le programme de la « révolution culturelle » préconisé par Bahro³.

Avant de développer ce point, revenons aux rapports entre les partis ouvriers et la classe ouvrière dont ils sont issus et dont ils sont ou devraient être les porte-parole politiques des intérêts. Ces rapports ne sont ni simples ni fixés une fois pour toutes. L'histoire montre que par deux fois (la première avec les partis socialistes d'avant 1914, la deuxième avec les partis communistes), les partis créés comme partis de la révolution socialiste se sont bureaucratisés et transformés en partis réformistes.

Pourquoi et comment ? Ces partis ont été créés par des minorités de la classe ouvrière dans des luttes souvent fort âpres. Ils ont dû former des permanents pour fonctionner régulièrement, créant ainsi des « spécialistes » dans des tâches données, c'est-à-dire un « appareil ». Celui-ci a eu, en raison des conditions de la société capitaliste, tendance à se situer au-dessus du parti et, par conséquent, au-dessus de la classe, devenant ainsi plus vulnérable aux pressions de cette société capitaliste. Là où le parti a rempli sa fonction de dirigeant de la lutte révolutionnaire et renversé le capitalisme, c'est-à-dire en Russie, il s'est trouvé déchiré comme parti ouvrier par le nouvel Etat qu'il avait créé,

et noyé du fait de l'existence de dizaines de milliers de « spécialistes » qui ont tendance à se placer au-dessus de la société⁴. Le développement culturel de la classe ouvrière ne se fait pas au même rythme que son développement politique ; le programme de la « révolution culturelle » établi par Bahro a précisément pour objet de réduire ce décalage, de donner aux travailleurs le temps et l'éducation nécessaires pour supprimer l'existence de « spécialistes » susceptibles de dominer la société toute entière.

Il n'y a pas de doute que des conditions objectives donnant naissance à des déformations bureaucratiques dans une société où le capitalisme vient seulement d'être renversé existent et que ces conditions sont plus contraignantes dans les sociétés jusque-là arriérées où l'analphabétisme est encore répandu, où le nombre des « spécialistes » — plus ou moins capables d'ailleurs — est minime, et où les problèmes de l'industrialisation et plus généralement du développement économique occupent une énorme place. Mais faut-il en conclure, comme Bahro, à la nécessité historique d'une couche sociale jouant un rôle progressiste, celui d'imposer aux masses la contrainte du travail et, par suite, à la nécessité historique du « socialisme réellement existant » ? Nous ne pouvons absolument pas suivre Bahro sur ce plan. Tout d'abord, disons nos doutes sur l'hostilité naturelle de l'homme au travail : nous ne croyons qu'à l'hostilité au travail contraint, imposé, tandis que le goût du bricolage pour soi est extrêmement répandu. En outre, même dans les sociétés du « socialisme réellement existant », on a souvent vu les masses faire des efforts de travail prodigieux chaque fois qu'elles croyaient qu'elles travaillaient pour elles — que ce fut vrai ou faux. Par exemple dans les premières années de la Révolution russe et même au cours du premier plan quinquennal, et aussi dans plusieurs pays au lendemain de la guerre avec la libération. Le travail forcé, par contre, n'a jamais été particulièrement productif.

Le véritable problème posé à la société n'est pas celui d'éliminer les « spécialistes » aussi longtemps qu'ils sont nécessaires, mais de les dominer, de contrôler leur efficacité, de réduire les avantages qu'ils peuvent tirer de leur rareté, de réprimer les abus qu'ils pourraient commettre. Ce problème, l'a exprimé en ces termes dans son *Adresse la Guerre civile en France — 1871* au lendemain de la défaite de la Commune de Paris :

« Au lieu de décider une fois tous les trois ou six ans quel membre de la classe dirigeante devait « représenter »

et fouler aux pieds le peuple au Parlement, le suffrage universel devait servir au peuple constitué en communes, comme le suffrage individuel sert à tout autre employeur en quête d'ouvriers, de contrôleurs et de comptables pour son affaire. Et c'est un fait bien connu que les sociétés, comme les individus, en matière d'affaires véritables, savent généralement mettre chacun à sa place et, si elles font une fois une erreur, elles savent la redresser promptement. »

Marx s'est-il trompé sur ce point ? Faut-il donc posséder une instruction supérieure pour pouvoir contrôler et choisir les « spécialistes » dont une société qui a aboli le capitalisme a besoin ? Non, mille fois non ! Même si l'on adopte pour un instant le point de vue de Bahro que la classe ouvrière ne peut aller au-delà de la défense de ses intérêts immédiats et ne peut accéder aux problèmes généraux de la société, on ne peut en tirer la conclusion qu'elle n'est pas capable de choisir, de contrôler et, si besoin est, de mettre au pas la bureaucratie. A une époque où la classe ouvrière était loin d'avoir les connaissances et les qualifications qu'elle possède généralement aujourd'hui, elle s'est montrée capable de tenir tête et de réduire les prétentions des capitalistes et de la maîtrise dans l'organisation du travail à l'entreprise et d'obtenir des garanties dans ce domaine. Serait-elle donc incapable d'agir de même et de savoir juger les bureaucrates dans un Etat où il n'y aurait plus de capitalistes ? De tout temps, les opprimés ont su juger les capacités de leurs maîtres dans leurs fonctions dirigeantes. Pourquoi n'en serait-il pas de même lorsqu'il n'y a pas de classe dirigeante et qu'il n'existe plus qu'une hiérarchie héritée du passé de l'humanité et condamnée à disparaître dans le temps ? Le choix d'abord, le contrôle ensuite des « spécialistes » sont à la portée des travailleurs, même dans les pays économiquement arriérés, et il n'y a aucune donnée objective qui rende inévitablement historiquement le « socialisme réellement existant ». Ce dernier s'explique par un concours de circonstances connu depuis longtemps. Il est un accident — évidemment très prolongé — de l'histoire, il n'en n'est pas une nécessité inévitable.

Qui fera la « révolution culturelle » ? Bahro est vraiment sceptique sur les potentialités révolutionnaires de la classe ouvrière sans toutefois apporter une réponse précise à la question posée. L'exemple de ce qui s'est passé en Tchécoslo-

vaquie en 1968, de ce qu'il voit dans la DDR, pèse très certainement dans sa pensée. Il est clair que l'on n'assiste pas de prime abord à un mouvement de masse des travailleurs et que ce sont des couches sociales périphériques qui sont les premières à passer à l'action. Mais cela n'est pas particulier au « socialisme réellement existant » ; on assiste à des phénomènes du même genre dans les pays capitalistes. Là aussi des couches périphériques (étudiants, etc.) se meuvent les premières parce qu'elles sont précisément les premières à ressentir l'instabilité croissante dans la société, qu'elles ont aussi une plus grande mobilité d'action et, aussi, parce qu'elles sont souvent les plus vocales. Mais en fin de compte, de tels mouvements ne peuvent aboutir en tant que mouvements révolutionnaires que s'ils débouchent sur des interventions massives de la classe ouvrière. Mai 68 en France, ce ne fut pas seulement et pas surtout une révolte étudiante, mais essentiellement une grève générale de dix millions de travailleurs — probablement le plus large mouvement de la classe ouvrière dans son histoire.

En Tchécoslovaquie, le printemps de Prague n'a pas commencé avec la classe ouvrière, mais à la suite d'une crise au sein de la bureaucratie. Le Kremlin a pris peur quand, dépassant les réformes initialement envisagées à la direction, une puissante intervention de la classe ouvrière amenait l'équipe Dubcek à céder au lieu de la réprimer. Le Kremlin a compris où était pour lui le vrai danger en Tchécoslovaquie, et — cela, Bahro l'affirme aussi — ensuite hors des frontières de ce pays, jusques et y compris en Union soviétique. D'ailleurs Bahro reconnaît aussi la crainte des travailleurs qu'ont les bureaucrates quand il signale que, dans la DDR, ceux-ci ont renoncé à en donner une définition qui pourrait la distinguer dans les statistiques.

Le fait est que, dès que la classe ouvrière entre en action dans le « socialisme réellement existant », la bureaucratie est rendue autrement impuissante que les capitalistes le sont dans leur société. Sur ce point, l'exemple ou plutôt les exemples polonais sont frappants et le Kremlin n'a pas manqué d'aider Gierek sur le plan économique pour apaiser les revendications des travailleurs. Malgré la durée du « socialisme réellement existant », il n'a été qu'un régime de crise. La répression bureaucratique n'a pas du tout été le produit d'une soi-disant nécessité historique, mais le résultat de l'instabilité interne considérable du régime politique dont la vie est en danger dès lors même qu'apparaîtrait publiquement une division dans les rangs du pouvoir

par laquelle trouverait à s'insérer l'hostilité des masses. C'est d'ailleurs pour cela que les dirigeants de ces Etats ouvriers bureaucratisés sont incapables de résoudre leurs problèmes dans des débats publics et qu'ils sont obligés de régler leurs comptes en catimini avant de présenter les choses publiquement d'une façon mensongère. Les dirigeants de ces pays sont les derniers à penser que la classe ouvrière ne constitue pas le plus grand danger révolutionnaire pour eux.

Concluons en quelques mots. Quand Bahro pense que les partis ouvriers ne sont pas exactement des partis ouvriers, que la classe ouvrière ne peut parvenir à la compréhension des problèmes généraux de la société, que le marxisme est une production d'intellectuels, il ne commet pas seulement, comme nous l'avons dit, une erreur importante sur les rapports du marxisme et de la classe, il commet aussi sans le vouloir une erreur sur lui-même. Il n'est pas seulement l'intellectuel Bahro qui analyse avec force le « socialisme réellement existant » et définit un programme pour construire une véritable société socialiste. Il est, quoi qu'il puisse penser, un produit de la classe ouvrière allemande et de ses riches traditions révolutionnaires théoriques et politiques. Nous avons mentionné plus haut le problème de la réunification de l'Allemagne. Est-il nécessaire de rappeler que le problème de l'unité de la réunification de l'Allemagne était inscrit dans le programme des révolutionnaires dès les origines du mouvement ouvrier de ce pays ? Il n'y a pas deux traditions du mouvement ouvrier allemand, une à l'Ouest et l'autre à l'Est ; il n'y en a qu'une seule. C'est aussi pour cela que de très nombreux militants ouvriers de la RDA se sont identifiés avec *Die Alternative* de Bahro, où ils ont vu non seulement les aspirations des travailleurs de la DDR mais aussi les leurs, c'est-à-dire les aspirations à une Allemagne réunifiée socialiste. En raison du développement industriel du monde entier, la classe ouvrière allemande n'est plus aujourd'hui le centre du monde ouvrier mondial qu'elle a été pendant plus d'un demi-siècle, mais elle a encore une énorme contribution à apporter à la construction d'une société socialiste à l'échelle du globe. De ce point de vue, la lutte pour la libération de Bahro n'est pas seulement la lutte pour la libération d'un homme, c'est aussi la lutte pour la libération de la classe ouvrière allemande tout entière, artificiellement divisée et de ce fait considérablement paralysée par les volontés à la fois

conjuguées et opposées des Etats-Unis et de l'Union soviétique, c'est la lutte pour la révolution socialiste allemande à la fois à l'Ouest et à l'Est.

Pierre Frank
28 août 1978

NOTES

1. Editions Stock, Paris. Le présent essai a paru dans le recueil *Sozialismus debatte*, publié à Berlin pendant l'automne 1978.
2. Dans sa conception, Bahro pense en fait que les masses des pays arriérés ne pourront accéder au socialisme sans révolution, nécessairement sanglante, tandis que les travailleurs des pays capitalistes développés y parviendront « au travers des institutions », c'est-à-dire à peu de frais. C'est une erreur grave : comment s'expliquer le nazisme, sinon par la volonté de la grande bourgeoisie d'arrêter à n'importe quel prix la naissance d'une société socialiste ? Une réédiction immédiate du fascisme n'est pas dans les possibilités actuelles du capitalisme, mais il peut trouver d'autres formes brutales pour défendre son pouvoir, et il le fera.
3. Il va de soi que ce parti ne comprendra pas que les ouvriers proprement dits mais aussi des membres d'autres catégories sociales se plaçant sur des positions communistes ; mais ce parti doit avoir sa base essentielle dans la classe ouvrière des entreprises.
4. Voir notamment la lettre de Ch. Rakovsky à Valentinov connue sous le titre *Les « dangers professionnels » du pouvoir*.